

Chapitre 7

Russie

Évaluation de l'évolution des politiques

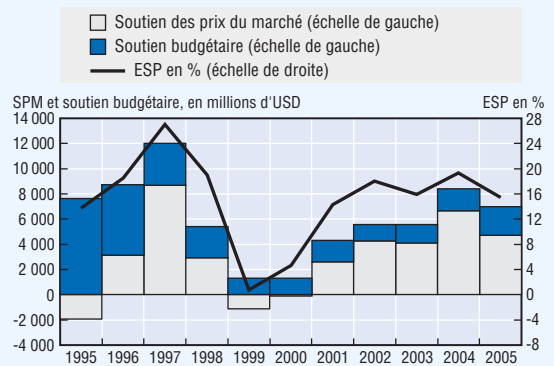
- Le secteur agricole a bénéficié de la croissance générale de l'économie, qui a nourri la demande en produits alimentaires et renchéri les prix. L'accroissement des recettes fiscales a permis au gouvernement d'augmenter les aides directes. Toutefois, ces effets ont été pondérés par une hausse des prix des carburants et une appréciation du rouble.
- Après une réduction substantielle à l'issue de la crise financière de 1998, le soutien aux producteurs agricoles a progressé en 2003-05, mais se situe toujours en deçà de son niveau antérieur à la crise. Le soutien des prix du marché, les paiements au titre des intrants et de la production restent les instruments de soutien prédominants.
- La décentralisation du soutien agricole s'est accentuée, et les administrations régionales sont désormais chargées de la mise en application des mesures de soutien, qui relevaient précédemment du gouvernement fédéral. Ce dernier s'attache à présent plus spécifiquement à l'instauration de projets nationaux spéciaux.
- Le soutien aux producteurs concerne essentiellement le secteur de l'élevage. Le gouvernement estime prioritaire l'augmentation de la production animale et l'arrêt du déclin des cheptels. Ces objectifs détermineront en grande partie, au moins à moyen terme, l'éventail des mesures agricoles et le niveau général du soutien accordé aux producteurs.
- L'amélioration de l'efficacité du secteur reçoit une attention plus grande, et se fonde sur le renforcement des aides à l'amélioration des équipements et techniques utilisés par les exploitations. Les crédits affectés aux services d'intérêt général bénéficiant au secteur agricole, tels que la recherche, l'éducation, les services d'inspection, les infrastructures et la commercialisation et la promotion, ont légèrement augmenté en termes réels, mais leur part dans le soutien général à l'agriculture reste limitée.
- Les questions plus générales liées à l'utilisation durable des terres, au développement rural, à la qualité de la main-d'œuvre agricole et à la qualité de vie en milieu rural s'imposent peu à peu dans la stratégie des pouvoirs publics, ainsi qu'en attestent plusieurs programmes fédéraux spécifiques dont la mise en place est prévue en 2006-10.
- L'accent a bien été mis sur la compétitivité à long terme du secteur, mais un soutien dont l'inefficacité est notamment responsable d'une distorsion des prix des intrants et des produits agricoles, reste l'instrument principal de l'action publique. Avec l'appréciation du rouble et l'initiation d'une phase importante des négociations d'adhésion à l'OMC, les pressions exercées au plan national devraient décourager le gouvernement de réduire cette source de distorsion.
- Pourtant, une répartition substantiellement différente des ressources, privilégiant des mesures visant à améliorer la compétitivité du secteur agricole bénéficierait également aux consommateurs et, à plus long terme, améliorerait les gains des producteurs.

Description du soutien

- Le soutien aux producteurs en % s'élevait à 17 % en 2003-05, alors qu'il était de 20 % en 1995-97. Il est progressivement revenu à son niveau antérieur à la crise financière de 1998.
- L'ajustement des prix à la production à la forte dépréciation de la monnaie nationale, un renforcement de la protection aux frontières pour les principaux produits importés et une légère augmentation des transferts budgétaires ont conjointement contribué à cette augmentation du soutien.
- Le soutien des prix du marché représentait environ 74 % de l'ESP, essentiellement attribuables à la protection des importations de produits animaux et de sucre. Le secteur de l'élevage a également reçu un soutien implicite grâce au maintien des prix des céréales destinées à l'alimentation animale en dessous des niveaux mondiaux.
- L'aide budgétaire forme les 26 % résiduels de l'ESP, les subventions aux intrants contribuant pour presque 57 % au soutien budgétaire, les paiements au titre de la production pour 11 %, auxquels s'ajoutent 10 % correspondant à une subvention implicite par le rééchelonnement de la dette.
- Le soutien des prix du marché et les paiements au titre des intrants et de la production, représentaient conjointement 92 % de l'ESP totale.
- Mesuré par le coefficient nominal de protection (CNP), les prix à la production étaient en moyenne supérieurs de 13 % aux niveaux mondiaux. Le CNP moyen masque des variations considérables entre les produits, car les prix sont fortement soutenus pour les produits animaux et taxés pour les produits végétaux (à l'exception du sucre).
- La taxe implicite sur les consommateurs, mesurée par l'ESC en %, a atteint 9 % en 2003-05; en augmentation par rapport à la période 1995-97 où elle était de 5 %.
- Le soutien aux services d'intérêt général bénéficiant au secteur de l'agriculture a légèrement augmenté en termes réels, tout en restant faible en proportion du soutien total, à 12 % en 2003-05.
- Le soutien total à l'agriculture par rapport au PIB (EST en %) représentait 1.4 % en 2003-05, alors qu'il était de 2.8 % en 1995-97.

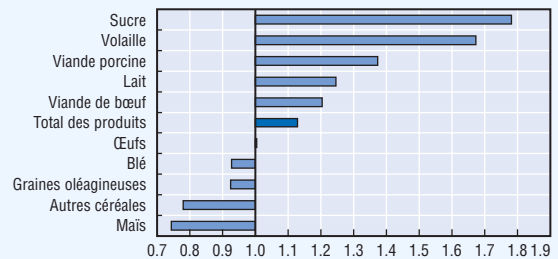
Source : OCDE, Base de données des ESP et des ESC, 2006.

Graphique 7.1. Évolution du niveau et de la composition de l'ESP



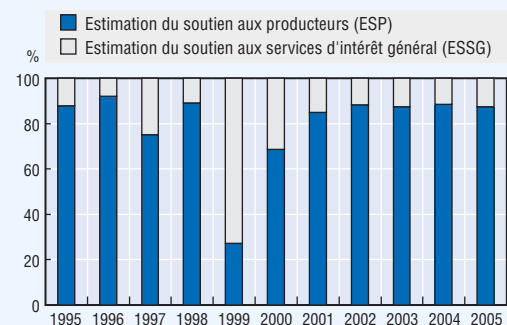
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/775340360534>

Graphique 7.2. CNP des producteurs par produit, moyenne 2003-05



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/401740775638>

Graphique 7.3. Évolution de la composition de l'EST



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/870831227533>


Tableau 7.1. Russie : estimations du soutien à l'agriculture

En millions de RUB

	1995-97	2003-05	2003	2004	2005
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	201 986	1 147 699	1 028 882	1 203 708	1 210 507
<i>dont part de produits SPM (%)</i>	<i>63</i>	<i>63</i>	<i>60</i>	<i>64</i>	<i>65</i>
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	259 391	1 517 306	1 377 927	1 530 928	1 643 063
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	46 742	203 634	171 228	242 622	197 051
Soutien des prix du marché	19 216	150 406	125 976	191 673	133 568
<i>dont produits SPM</i>	<i>12 542</i>	<i>94 984</i>	<i>75 539</i>	<i>122 557</i>	<i>86 855</i>
Paielements au titre de la production	4 737	5 831	6 200	6 027	5 265
Paielements au titre de la superficie cultivée/du nb d'animaux	0	0	0	0	0
Paielements au titre des droits antérieurs	0	0	0	0	0
Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	21 086	30 548	22 478	22 404	46 761
Paielements avec contraintes sur les intrants	0	0	0	0	0
Paielements au titre du revenu global de l'exploitation	110	5 034	3 767	5 343	5 993
Paielements divers	1 593	11 815	12 806	17 175	5 464
ESP en pourcentage	20	17	16	19	15
CNP des producteurs	1.11	1.13	1.10	1.18	1.11
CNS aux producteurs	1.25	1.20	1.19	1.24	1.18
Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)	10 186	28 085	24 426	31 716	28 112
Recherche et développement	329	2 371	1 832	2 487	2 792
Établissements d'enseignement agricole	934	8 225	6 473	8 125	10 076
Services d'inspection	824	11 006	10 383	13 530	9 105
Infrastructures	1 302	4 728	4 679	6 661	2 844
Commercialisation et promotion	124	248	92	70	581
Stockage public	0	97	0	21	268
Divers	6 673	1 411	966	821	2 444
ESSG en pourcentage de l'EST (%)	17.9	12.1	12.5	11.6	12.5
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-15 805	-133 203	-99 904	-171 149	-128 556
Transferts des consommateurs aux producteurs	-16 619	-127 131	-88 453	-175 127	-117 813
Autres transferts des consommateurs	2 649	9 578	11 899	14 770	2 066
Transferts des contribuables aux consommateurs	0	0	0	0	0
Surcoût de l'alimentation animale	-1 835	-15 650	-23 350	-10 792	-12 809
ESC en pourcentage	-5	-9	-7	-11	-8
CNP des consommateurs	1.05	1.08	1.06	1.12	1.08
CNS aux consommateurs	1.06	1.10	1.08	1.13	1.08
Estimation du soutien total (EST)	56 928	231 719	195 655	274 338	225 163
Transferts des consommateurs	13 970	117 553	76 554	160 357	115 747
Transferts des contribuables	40 310	104 588	107 202	99 211	107 350
Recettes budgétaires	2 649	9 578	11 899	14 770	2 066
EST en pourcentage du PIB (%)	2.82	1.38	1.48	1.62	1.04
Déflateur du PIB 1995-97 = 100	100	635	525	630	751

Pour la définition des indicateurs de soutien à l'agriculture mis au point par l'OCDE, voir annexe A.1. CNP : coefficient nominal de protection. CNS : coefficient nominal de soutien. Le soutien des prix du marché s'entend net des prélèvements aux producteurs et de surcoût de l'alimentation animale. Les produits SPM pour la Russie sont : le blé, le maïs, les autres céréales, les graines oléagineuses, le sucre, le lait, la viande bovine, la viande porcine, la volaille et les œufs.

Source : OCDE, base de données des ESP et des ESC, 2006.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/616201052806>

Synthèse des principales évolutions de l'action publique

Les principales mesures de politique agricole n'ont pas varié en 2004-06. Le soutien national reste toujours essentiellement fondé sur des allègements des taux d'intérêts, et des subventions aux intrants et des paiements au titre de la production dans le secteur de l'élevage. En 2006, un subventionnement des carburants a été instauré pour dédommager les producteurs de la forte hausse des prix de cet intrant. La forte protection aux frontières des marchés des produits animaux, qui s'appuie sur des contingents tarifaires, a été prolongée jusqu'en 2009. Le régime de protection du sucre a été maintenu. Les négociations d'adhésion à l'OMC ont progressé, mais il reste à conclure l'accord sur le soutien national à l'agriculture et les subventions à l'exportation. Un Projet prioritaire national pour le développement du complexe agro-industriel en 2006-07 a été lancé, qui prévoit notamment des financements supplémentaires dans des domaines tels que le crédit d'investissement dans le secteur de l'élevage, le crédit et le développement de coopératives rassemblant des petits producteurs, et l'amélioration du logement pour les jeunes spécialistes.

Contexte

L'agriculture russe absorbe quelque 11 % de l'emploi total et contribue à hauteur de 5 % au PIB du pays. Ces deux chiffres ont décliné depuis la fin des années 90, car les secteurs non agricoles affichent une croissance plus rapide. La Russie est un grand importateur de produits agroalimentaires, qui représentent 17 % des importations totales de marchandises. Les incidences de l'agriculture sur le bien-être économique ne sont pas négligeables, car 18 % de la population ont un revenu inférieur au seuil officiel minimal et l'alimentation représente 36 % des dépenses des ménages.

Situation macroéconomique

La croissance de l'économie russe reste forte, mais son rythme se ralentit : 7.2 % en 2004 et 6.4 % en 2005. Le PIB a augmenté de 6.7 % en 2006. Des améliorations significatives des termes de l'échange, principalement imputables aux prix mondiaux élevés des hydrocarbures, ont nourri la demande intérieure, qui est devenue le principal moteur de la croissance. Le taux de chômage a chuté à 7.1 % à la fin de 2005, alors qu'il était de 7.9 % en 2004 (et de 9.8 % en 2000). Les revenus disponibles réels ont respectivement augmenté de 9.9 % et de 8.8 %, en 2004 et en 2005, et la consommation privée a explosé. Parallèlement, l'investissement s'est rapidement développé, mais toutefois pas suffisamment pour rivaliser avec les taux observés dans les autres économies en phase de rattrapage.

L'excédent de la balance des opérations courantes de la Russie a atteint un niveau record de 84 milliards d'USD en 2005 (11 % du PIB), avec une balance commerciale qui a presque doublé en comparaison avec 2003 pour s'établir à 118 milliards d'USD, ce qui correspond presque à un doublement en 2004-05. L'amélioration des termes de l'échange compense largement le ralentissement des exportations mesurées en volume et la forte croissance des importations. Toutefois, l'amélioration durable de la balance des paiements courants, associée à de substantiels gains de productivité, a provoqué une appréciation rapide du rouble. Le taux de change effectif réel est revenu à son niveau antérieur à la crise de 1998. L'appréciation de la monnaie a bridé la compétitivité de la production nationale, notamment en matière d'exportations non énergétiques et de produits de substitution aux importations.

La gestion monétaire et budgétaire a privilégié la maîtrise de l'appréciation du taux de change réel et de l'inflation. Malgré la croissance des excédents budgétaires, le gouvernement a résisté aux pressions en faveur de substantielles réductions d'impôts et

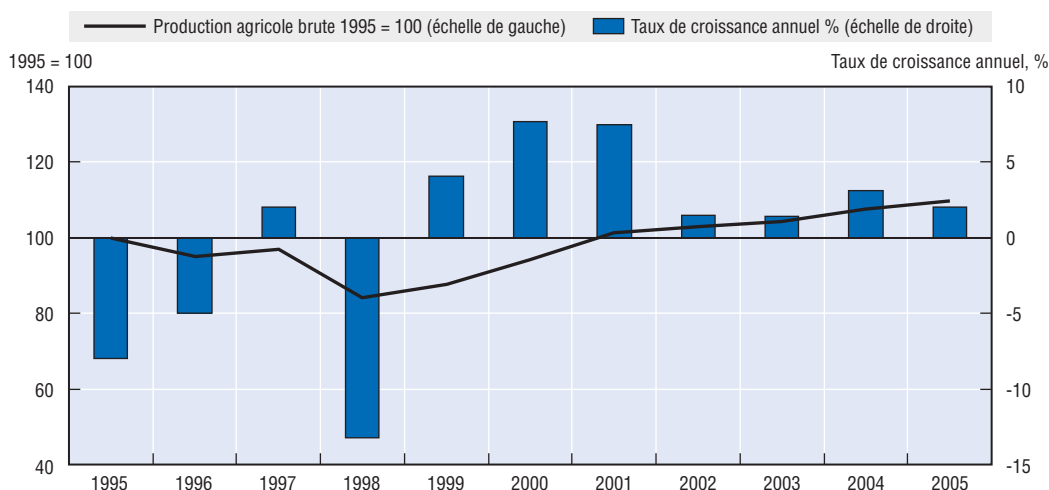
d'augmentations importantes des dépenses publiques. Les recettes budgétaires excédentaires provenant de l'extraction des ressources naturelles et des exportations de pétrole ont été neutralisés dans le Fonds de stabilisation et utilisés en partie pour anticiper le remboursement de la dette extérieure. Grâce à cette prudence monétaire et budgétaires, l'inflation a été contenue à 10.9 % en 2004 et à 12.7 % en 2005 (IPC moyen), chiffres cependant supérieurs aux objectifs du gouvernement dans ce domaine. La situation macroéconomique exige encore aujourd'hui une politique budgétaire et monétaire prudente, tandis que la transition nécessaire vers une croissance durable dépend essentiellement de l'accélération des réformes structurelles (OCDE, 2006).

Situation du secteur agricole et agroalimentaire


Production

La production agricole a augmenté de 3.1 % en 2004 et de 2.0 % en 2005 (graphique 7.4). Les performances modestes du secteur de l'élevage, dont la production a reculé en 2004 et stagné en 2005, ont maintenu à un niveau modéré la croissance globale. La croissance a été essentiellement limitée par la détérioration des termes de l'échange du secteur, principalement due à la hausse des prix des carburants. L'appréciation du rouble est un autre facteur dont l'incidence a intensifié la concurrence des importations sur les marchés nationaux, et ébranlé la position des exportateurs russes sur les marchés extérieurs.

Graphique 7.4. **Évolution et variations annuelles de la production agricole en Russie, 1995-2005**



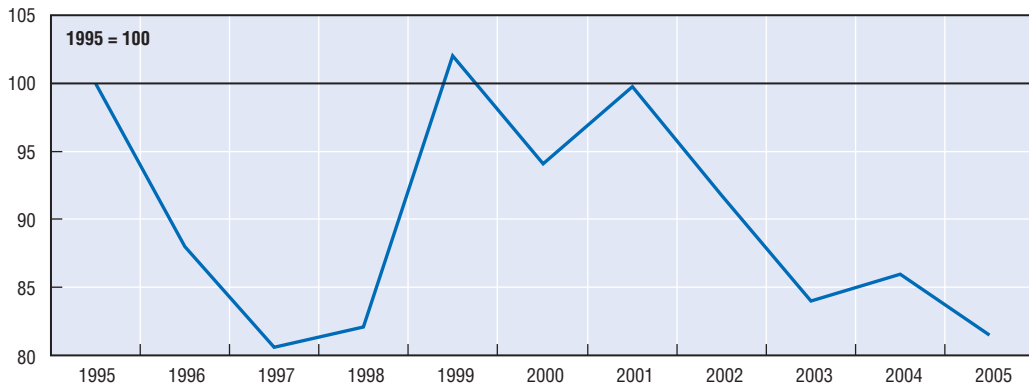
Source : Service fédéral des statistiques de l'État, 2006.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/705741508027>


Les prix des produits agricoles ont connu une hausse moyenne de 28 % en 2004, avec une augmentation de 40 % pour les produits végétaux et de 20 % pour les produits animaux. En 2005, la hausse des prix, principalement due à une progression de 18 % des prix des produits animaux, a ralenti pour atteindre 10 %. Les prix des produits végétaux ont reculé de 2 % en 2005, les plus fortes chutes affectant le blé (14 %) et le maïs (15 %).

Le ralentissement de la croissance des prix agricoles en 2005 a coïncidé avec une hausse notable des prix des carburants. Les termes de l'échange du secteur agricole ont par conséquent subi une grave détérioration et atteint le niveau le plus bas observé depuis la fin des années 90 (graphique 7.5).

Graphique 7.5. **Termes de l'échange agricole de la Russie : rapport de l'indice des prix perçus et de l'indice des prix payés**



Source : Service fédéral des statistiques de l'État, 2006.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/620551870313>

La proportion des entreprises agricoles rentables a légèrement décliné en 2005, passant de 62 % à 60 %. Toutefois, ce pourcentage reste nettement meilleur que celui du début des années 2000, pendant lesquelles seulement 46 % des entreprises agricoles faisaient état de profits. Les chiffres cumulés concernant les performances des exploitations et la croissance du secteur masquent toutefois une grande diversité de situations, tant entre les exploitations qu'entre les différents secteurs spécifiques (voir ci-dessous).

Productions végétales

En Russie, les rendements des cultures dépendent étroitement des conditions climatiques, responsables de variations annuelles importantes de la production. Les performances du secteur de la production végétale ont été favorables en 2004 et en 2005, et la production dans son ensemble a progressé, respectivement, de 4,2 % et de 7,0 %. La production de céréales, principale catégorie de plantes cultivées en Russie, a atteint 78,1 millions de tonnes en 2004 et 78,0 millions de tonnes en 2005, chiffres qui restent inférieurs à ceux des récoltes records de 2001 et 2002, mais supérieurs à la moyenne sur dix ans. Les estimations provisoires du ministère de l'Agriculture pour la production céréalière pour 2006 se situent entre 73 et 74 millions de tonnes. La production de tournesol n'a pas varié en 2004, mais a augmenté de 33 % en 2005 pour atteindre 6,4 millions de tonnes, et les prévisions annoncent une chute à 5,9 millions de tonnes en 2006. La récolte de betteraves à sucre a atteint des niveaux élevés pour la troisième année consécutive depuis 2003 et devrait augmenter de 21,4 millions de tonnes en 2005 à 23,2 millions de tonnes en 2006. La production de maïs, de soja, de lin et de légumes a également pris de l'ampleur. Dans l'ensemble, le secteur de la production végétale montre des signes de redressement régulier depuis le début des années 2000, ainsi qu'une amélioration des rendements, notamment grâce à l'application plus abondante d'engrais, à l'amélioration des technologies et à la suppression de l'exploitation des terres marginales.

Productions animales

Les performances du secteur de l'élevage en 2004-05 ont été mitigées. La production cumulée a chuté de 2,4 % en 2004 et n'a augmenté que de 0,1 % en 2005. La réduction des cheptels s'est poursuivie. La production de lait et de viande bovine et porcine ont diminué, tandis que la production d'œufs a légèrement augmenté en 2005, après une baisse l'année

précédente. Le secteur de la volaille est le seul à présenter une croissance stable, c'est-à-dire une augmentation de 75 % de la production entre 2000 et 2005. Cette augmentation s'explique en partie, pour ces toutes dernières années, par la protection douanière significative accordée au secteur.


La production animale stagne ou est en recul dans de nombreuses unités commerciales (« entreprises agricoles »), et par conséquent, une grande partie de la production commerciale est le seul fait d'un petit nombre de producteurs, qui ont réussi leur ajustement structurel. Les fortes disparités entre les exploitations se manifestent plus particulièrement dans les secteurs de la viande porcine, de la volaille et des œufs, où un petit nombre de producteurs génère la majeure partie de la production commerciale (tableau 7.2).

Tableau 7.2. Contribution des 100 premiers producteurs à la production animale en Russie

	Nombre total d'entreprises agricoles impliquées dans la production, 2004	Pourcentage des 100 premiers producteurs ¹ par rapport au total, 2002-04		
		Entreprises agricoles	Volume de la production	Recettes monétaires
Lait	15 854	0.6	6.6	9.4
Viande de bœuf	16 407	0.6	7.1	8.1
Viande de porc	6 462	1.5	45.0	44.3
Viande de volaille	607	9.1	52.0	56.1
Œufs	626	16.0	57.0	55.9

1. 55 premiers producteurs de volaille.

Source : VIAPI, 2005.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/184205653887>

Une tendance positive se dessine dans le secteur de l'élevage, à savoir l'augmentation stable de la productivité animale, qui reflète dans une certaine mesure les efforts de rationalisation, les apports d'investissement et les améliorations techniques réalisés dans les exploitations qui ont réussi leur restructuration. Cette évolution s'accompagne d'une relocalisation de la production vers des régions dotées de conditions plus favorables. Les territoires où se développe la production intensive de lait, de volaille et de porc sont les régions de la Russie du Centre, du Sud, de la Volga et de la Sibérie.

Structures

Les exploitations traditionnelles se rangent dans trois catégories distinctes : i) les entreprises agricoles (organisations), structures privatisées des anciennes fermes collectives et d'État; ii) les lopins individuels, minuscules parcelles situées dans des zones rurales et détenues par des individus; et iii) exploitations familiales (« paysannes »), qui ont surgi en Russie depuis le début des années 90 grâce à une politique de développement des exploitations de type familial. Si l'on s'en réfère aux estimations officielles, les entreprises agricoles ont contribué à hauteur de 41 % à la production agricole totale en 2005, les lopins individuels à hauteur de 53 % et les exploitations familiales à hauteur de 6 %. On observe une répartition de la main-d'œuvre particulière entre les deux principales catégories d'exploitations, les entreprises agricoles ayant produit en 2004-05 la majeure partie des céréales (81 %), de la betterave à sucre (88 %) et du tournesol (75 %), et les lopins individuels ayant fourni l'essentiel des pommes de terre (92 %), des légumes (79 %) et des fruits (87 %). La production animale se répartit à peu près également entre les deux catégories : en 2004-05, 45 % de la production de viande et du lait provenaient des entreprises agricoles, et les 55 % restants des lopins individuels. Il convient de souligner que de nombreux

ménages produisent essentiellement sur leur lopin des produits destinés à leur propre consommation, et par conséquent, ce secteur a une bien moindre importance pour la production commercialisée que pour l'ensemble de la production.

Depuis le début des années 90, les performances, la taille et les activités commerciales sont de plus en plus contrastées entre entreprises agricoles et lopins individuels. Il se dégage au sein des entreprises agricoles un groupe de producteurs dont les succès en matière de développement, d'investissement et de modernisation se font sentir. En 2002-04, 20 % du total des recettes commerciales et 70 % des profits de l'ensemble des entreprises agricoles ont été générés par seulement 300 entreprises, qui ne représentent que 1.5 % du nombre total d'entreprises agricoles et 3.5 % des terres agricoles exploitées par les producteurs de cette catégorie (VIAPI, 2005; Uzun, 2004). En revanche, certaines entreprises se sont marginalisées, sans toutefois atteindre une situation de faillite pour des raisons sociales et politiques, ou d'obstacles administratifs. Toutefois, le mécanisme de dépôt de bilan des exploitations agricoles évolue : en 2004, 3 455 dossiers ont été ouverts et en 2005, 6 210 affaires étaient en cours d'examen (Serova et al. 2006b).

Le secteur des entreprises agricoles se caractérise également l'émergence d'un nouveau type de structure, celui des holdings agricoles et des sociétés agricoles. Il s'agit de montages complexes, mettant habituellement en jeu la reprise d'actifs d'exploitations insolvables ou en faillite par des investisseurs agro-industriels ou n'appartenant pas au monde agricole. Leur organisation est hautement diversifiée et englobe des unités agricoles, de transformation et de service. Par exemple, dans la région de Belgorod située dans les Terres noires de Russie, sont actuellement implantées quatre gigantesques holdings agricoles (l'une d'entre elles, *Orel Niva*, exploite 277 000 hectares de terres arables et emploie environ 16 000 personnes). Il existe également 37 sociétés agricoles dans la région, qui détiennent au total 581 000 hectares de terres arables, 173 entreprises agricoles, 37 entreprises de transformation et 36 sociétés de service (Gataulina et al., 2006).

La création de holdings et de sociétés agricoles s'est accélérée parallèlement à l'explosion de la production des produits de base, lorsque les compagnies pétrolières, gazières ou autres ont commencé à rechercher de nouvelles perspectives d'investissement. En-dehors de ce contexte, le phénomène s'appuie sur les motivations habituelles d'intégration verticale dans le système agroalimentaire. Il suscite également un intérêt politique. Certaines autorités locales soutiennent le processus et considèrent la reprise des entreprises non viables par des investisseurs externes comme un moyen de revitaliser l'agriculture locale et de traiter les problèmes sociaux en milieu rural. Dans certains cas, les administrations locales détiennent des actifs de ces holdings agricoles et les privilégient par plusieurs biais, tels que des crédits à faible taux d'intérêt ou des garanties de crédit. Ainsi, les holdings agricoles sont perçues par les administrations comme des vecteurs de contrôle et de soutien de la production locale (Gataulina et al., 2006; Rylko et Jolly, 2003). Cependant, la perte éventuelle du contrôle de la population rurale sur les actifs agricoles et à la puissance commerciale excessive de ces super-entreprises soulèvent des inquiétudes au sein de l'opinion publique. Même si le processus de développement des holdings dans l'agriculture russe fait l'objet d'une attention soutenue dans les médias, on dispose encore de peu de données sur son envergure et ses incidences réelles.

Le secteur des petites exploitations sur lopins individuels subit également des mutations structurelles. Certains de ces ménages, qui pratiquaient à l'origine une agriculture de subsistance se convertissent rapidement en petits producteurs

commerciaux qui fournissent des produits frais, de la viande et du lait pour le commerce de détail et la transformation. Entre 2000 et 2005, le volume de la viande commercialisée par les ménages individuels a presque doublé, parallèlement à une augmentation de 50 % des légumes et de 20 % des pommes de terre commercialisés.

En résumé, la structure de l'agriculture russe subit actuellement de profondes transformations, qui n'ont pas encore fait l'objet d'études statistiques. Le recensement agricole détaillé de 2006 devrait apporter un éclairage sur les mutations structurelles qui ont affecté l'organisation de l'agriculture en Russie au cours de la période postérieure à la réforme.

Intrants

La production des intrants agricoles s'est pratiquement effondrée au début des années 90, en conséquence de la suppression du soutien apporté par l'État à ce secteur et de la récession de l'agriculture. L'industrie des engrais est la seule qui n'ait pas été touchée par cet effondrement, mais seulement par la récession, grâce à sa capacité à se tourner, pour s'approvisionner, vers les marchés extérieurs. La production d'engrais a régulièrement augmenté pendant la plus grande partie des années 90 et 2000, pour revenir à son niveau antérieur à la réforme en 2005. En revanche, le rétablissement du secteur du machinisme agricole a été lent et fragile. La fabrication de moissonneuses et de quelques autres engins spécialisés a connu une légère croissance, mais celle des tracteurs a subi un recul important en 2005. De manière générale, le secteur du machinisme agricole requiert des investissements substantiels et une modernisation. Le redressement de l'agrofourniture dépend pour l'essentiel d'investissements de longue durée consentis par le secteur agricole. Ceux-ci se sont caractérisés par une instabilité pendant les années 90 et un état stationnaire ces dernières années. Des améliorations structurelles, par exemple l'offre de prêts à long terme aux producteurs agricoles, sont également indispensables pour permettre au secteur de l'agrofourniture de drainer des ressources et de soutenir la concurrence sur le marché national et à l'étranger.

Les prix au départ de la raffinerie des produits pétroliers ont presque doublé entre décembre 2003 et décembre 2005 en Russie, alors que la hausse des prix n'était que de 30 % en moyenne dans l'industrie de transformation. La flambée des prix du pétrole suscite une augmentation des tarifs routiers et a provoqué plusieurs ajustements à la hausse des tarifs contrôlés des chemins de fer. Soucieux de limiter l'inflation, le gouvernement a annoncé un gel temporaire des prix du pétrole à la fin de 2005. Le ministère de l'Agriculture a demandé l'instauration d'une indemnité destinée à dédommager les producteurs de l'augmentation des prix des carburants, proposition qui a finalement été approuvée.

Transformation des aliments et commerce de détail

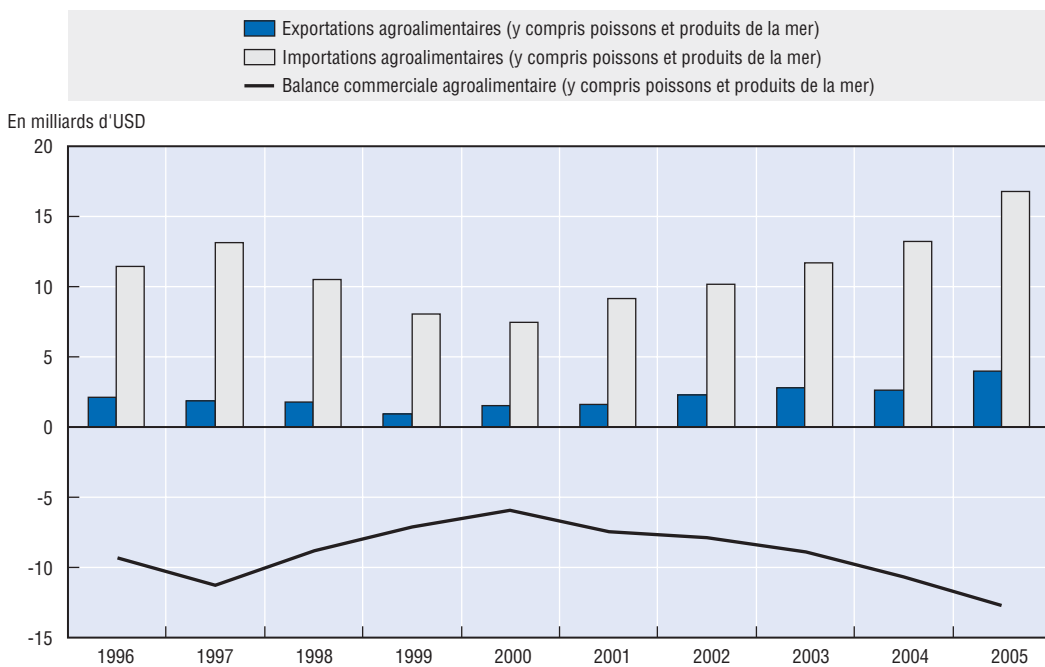
La production cumulée du secteur de la transformation des aliments et des boissons est en augmentation depuis la fin des années 90, même si l'on assiste ces dernières années à un ralentissement de son taux de croissance; en 2005, il s'élevait à 4.4 %. Comme dans le secteur primaire de l'agriculture, la situation est très différente selon les sous-secteurs considérés. L'industrie des boissons, la minoterie et la boulangerie, la confiserie et l'industrie des huiles se rétablissent et se modernisent plus rapidement. La transformation de la viande et des produits laitiers est soumise à des contraintes liées à la demande, mais s'adapte grâce à la hausse rapide des revenus des consommateurs. L'industrie alimentaire est la composante du système agroalimentaire qui a subi les mutations structurelles les plus dynamiques. Ce secteur a toujours attiré de plus gros volumes d'investissement que

l'agriculture primaire. Le développement rapide des supermarchés, appartenant à des chaînes de distribution alimentaire nationales et internationales, constitue l'une des évolutions les plus remarquables. Les supermarchés, qui cherchent à s'assurer des approvisionnements de qualité, procèdent activement à une intégration ascendante dans toutes les régions agricoles du pays.


Échanges agroalimentaires

La valeur totale des échanges agroalimentaires de la Russie, exportations et importations combinées, a atteint un niveau record de 20.7 milliards d'USD en 2005 (graphique 7.6). La crise financière a été suivie d'une réduction significative en 1998-2000, puis les exportations et les importations de produits agroalimentaires ont régulièrement progressé pour atteindre, respectivement, 4.0 milliards d'USD et 16.7 milliards d'USD en 2005. La croissance des exportations a été plus que compensée par une forte expansion des importations due à l'appréciation du rouble et à l'augmentation des revenus des consommateurs. En conséquence, le déséquilibre négatif de la balance commerciale agroalimentaire a continué à s'aggraver depuis 2000, pour s'établir à 12.7 milliards d'USD en 2005.

Graphique 7.6. **Échanges agroalimentaires de la Russie, 1996-2005**



Source : ONU, base de données Comtrade, 2006.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/332268028450>

Les exportations agroalimentaires de la Russie sont limitées par rapport aux importations et leur importance est marginale au regard des exportations totales du pays. Les céréales, qui constituent les principaux produits exportés, représentaient 34 % du total des recettes en 2004-05. La décennie actuelle a vu le pays se transformer en un exportateur net de céréales, et ce régulièrement, avec des exportations annuelles s'élevant à 8 millions de tonnes (12 millions de tonnes en 2005, et une estimation officielle de 10 millions de tonnes pour 2006). La Russie est également un exportateur net d'oléagineux, avec une

croissance ces dernières années des exportations d'huile de tournesol. L'insuffisance des infrastructures d'exportation au moment des récoltes céréalières exceptionnelles de 2001-02 ont suscité l'accélération des investissements privés et publics dans ce domaine, en particulier les équipements portuaires. Malgré tout, les exportations ont à nouveau été freinées en 2006 par de fortes hausses du coût des transports et des services portuaires. Parmi les autres produits agroalimentaires exportés importants figurent les poissons (11 % du total), les graisses et huiles animales et végétales, les préparations alimentaires et les produits du tabac, chacune de ces trois dernières catégories représentant 6 % du total. Le Kazakhstan, l'Ukraine, l'Égypte, l'Azerbaïdjan et la Géorgie ont été en 2004-05 les plus gros clients des produits agroalimentaires de la Russie.

Les importations agroalimentaires représentent 17 % des importations de marchandises de la Russie. Les viandes forment le groupe le plus important (18 %), puis viennent les fruits et les légumes frais et transformés (17 %) et les boissons et spiritueux (9 %). Les produits laitiers, le sucre et les confiseries, et les produits du tabac représentent chacun 6 % des importations. La Russie compte parmi les plus gros importateurs mondiaux de certains produits agroalimentaires et représente un marché de toute première importance pour plusieurs de ses partenaires commerciaux. Par exemple, en 2004-05, la Russie a absorbé un tiers des exportations de volailles découpées congelées des États-Unis et deux tiers des exportations de viande porcine du Brésil. De manière générale, l'UE est le plus gros fournisseur de produits agroalimentaires de la Russie, ses principaux partenaires étant l'Allemagne et les Pays-Bas. Les autres fournisseurs de premier plan sont le Brésil, l'Ukraine et les États-Unis.

Politiques agricoles nationales

Soutien des prix et des revenus

Le soutien aux prix provient essentiellement en Russie de la protection aux frontières (voir ci-dessous), mais plusieurs mesures nationales sont également appliquées. L'une concerne les subventions à la production, traditionnellement payées sur tous les produits animaux, et dont environ 78 % sont réservés au lait. À l'origine, elles étaient financées sur le budget fédéral, mais elles transitent actuellement par les budgets régionaux. Outre les subventions à l'élevage, il existe également une subvention mineure destinée au lin et au chanvre, versée au titre du programme de relance de la culture du lin et du chanvre en Russie.

Depuis 2001, la Russie procède à des interventions fédérales sur les marchés céréaliers. Des achats sont effectués sur les bourses de marchandises des six principales régions productrices. Ces interventions sont restreintes et visent principalement à lisser les fluctuations saisonnières des prix. En 2005, 1.66 million de tonnes de céréales a été acquis, ce qui représentait environ 3 % du total des volumes commercialisés.

Subventions aux intrants

Le soutien budgétaire consiste essentiellement en subventions des intrants. Les plus importantes sont des bonifications d'intérêt sur des crédits de trésorerie et divers paiements au titre des intrants variables, tels que les engrais, les semences d'élite et le matériel d'insémination. En 2006, le gouvernement fédéral a instauré une subvention pour les carburants et lubrifiants en réponse à la demande pressante des producteurs qui réclamaient une protection contre les hausses substantielles des prix de ces intrants. Cinq milliards de RUB (178 millions d'USD) ont été affectés à ce poste en 2006, et ce

montant devrait doubler en 2007. En 2006, une indemnité au titre des catastrophes naturelles s'élevant à 1.5 milliard de RUB (54 millions d'USD) a également été versée aux producteurs.

L'augmentation des ressources budgétaires disponibles ces dernières années a permis d'affecter davantage de fonds à l'amélioration des équipements productifs. Les aides offertes dans ce domaine comprennent traditionnellement la location par l'État d'engins agricoles et d'animaux reproducteurs de race, des subventions en capital pour la construction et la rénovation des complexes d'élevages, et depuis 2005, l'acquisition de technologies évoluées. Diverses actions portant sur l'amélioration des terres et des infrastructures sont financées dans le cadre d'un Programme fédéral d'amélioration de la fertilité des sols. De nouvelles aides à l'investissement à long terme ont été introduites en 2006 dans le cadre du Projet national prioritaire pour le développement de complexe agro-industriel (voir ci-dessous).

Rééchelonnement de la dette

Depuis le milieu des années 90, ont été entreprises plusieurs restructurations à grande échelle de la dette des entreprises agricoles (en 1994, 1998, 2001 et 2002). Les dispositifs concernaient pour la plupart des arriérés de dettes d'impôts fédéraux et de contributions aux Fonds de pension et d'assurance sociale. Les restructurations successives comprenaient souvent une rénovation des précédents programmes. Les conditions imposées par les plus récentes restructurations stipulent que les bénéficiaires ne soient pas redevables d'arriérés de dettes sur le passif à court terme et observent scrupuleusement le programme de remboursement de la dette restructurée. En 2004, un nouveau rééchelonnement a été instauré, afin de couvrir les arriérés d'amendes et de pénalités dus au titre de la dette fiscale dans le cadre du budget fédéral. Un peu moins de la moitié des entreprises agricoles est intégrée dans ce dispositif. À la fin de 2006, la valeur totale de la dette restructurée selon le dispositif de 2004 a été estimée à environ 81.7 milliards de RUB (2.9 milliards d'USD), dont 71.6 milliards de RUB (2.6 milliards d'USD) en amendes et pénalités (Serova *et al.*, 2006b). Les restructurations de dettes ont contribué dans une certaine mesure à réduire les arriérés des entreprises agricoles, ainsi que le nombre de débiteurs d'arriérés, enregistrés depuis 2001.

Nouvelle répartition des fonctions entre les autorités fédérales et régionales

La répartition des fonctions concernant le soutien aux producteurs entre le gouvernement fédéral et les administrations régionales constitue une évolution majeure, désignée de manière informelle par « régionalisation » du soutien agricole. Ce changement d'attribution est une composante de la grande réforme administrative initiée en Russie en 2004. Les administrations régionales assurent désormais pour l'essentiel la mise en place du soutien agricole sur leur territoire. Par conséquent, leur pouvoir discrétionnaire est plus important en matière d'élaboration et de financement des programmes de soutien régionaux. De surcroît, plusieurs programmes fédéraux de soutien de grande ampleur ont été délégués aux administrations régionales. Les régions ont à présent toute liberté de définir les protocoles, les bénéficiaires et les taux de paiement régis par ces programmes. Leur financement respectif reste dans une large mesure prélevé sur le budget fédéral par l'intermédiaire de subventions budgétaires fédérales aux régions. Toutefois, ces fonds sont transférés sous réserve que les régions cofinancent les programmes sur leurs propres ressources. L'élargissement des responsabilités dévolues aux administrations régionales contribuera à réduire le rôle du gouvernement fédéral dans l'élaboration et l'application des mesures de soutien.

La « régionalisation » du soutien agricole comporte plusieurs risques. En premier lieu, la notion d'autosuffisance est prégnante dans de nombreuses régions, et selon toute probabilité, les régions « riches » accorderont un soutien préférentiel aux producteurs locaux. Ce phénomène peut se traduire par une aggravation des inefficiences d'allocation des ressources dans l'ensemble du pays. En second lieu, il est probable qu'on assiste à une accentuation du protectionnisme régional, se traduisant notamment par des discriminations à l'encontre des agents extérieurs, l'interdiction des mouvements des produits agricoles à l'intérieur et à l'extérieur des régions et la perpétuation des méthodes de planification centralisée. En troisième lieu, la réduction de la transparence de l'action publique risque de compliquer le suivi des politiques et le processus décisionnel. Ce suivi est déjà complexe en Russie, notamment à cause de la classification nationale budgétaire actuelle qui ne permet pas toujours la traçabilité claire des paiements agricoles, et plus particulièrement des paiements effectués à l'échelon régional.

La nouvelle répartition des responsabilités entre les niveaux fédéral et régional prévoit un recentrage des actions du gouvernement fédéral sur la formulation d'orientations politiques stratégiques et la mise en place de programmes nationaux spécifiques. En 2006, le ministère fédéral de l'Agriculture avait la charge de trois grands programmes fédéraux :

- Amélioration de la fertilité des sols et restauration des paysages agricoles dans le cadre du patrimoine national de la Russie pour 2006-10, dont les actions envisagées comprennent la mise en valeur des terres, la réhabilitation des sols, la prévention de l'érosion, la création de rideaux forestiers pour protéger les terres agricoles et d'autres mesures de protection de ces terres.
- Développement social des régions rurales pendant la période 2006-10, avec l'apport d'un co-financement fédéral à des projets de développement ruraux régionaux, en particulier la construction de logements, d'écoles et d'établissements de soins, ainsi que le développement de réseaux routiers, de distribution d'électricité, de gaz et d'eau, et de systèmes de télécommunication.
- Développement du Projet national prioritaire de complexe agro-industriel pour 2006-07 (encadré 7.1).

Des efforts ont été consacrés ces quelques dernières années à la création d'un cadre réglementaire plus stable à moyen et à long terme pour structurer les actions du gouvernement dans le secteur de l'agriculture. Une stratégie de développement de complexe agro-industriel pour 2006-10, adoptée par le ministère de l'Agriculture, doit servir de base aux affectations budgétaires fédérales destinées au secteur à moyen terme. Une loi fédérale sur le développement de l'agriculture a été approuvée en décembre 2006. Son objectif est d'élaborer un cadre juridique complet pour la réglementation publique, englobant les principales définitions, la formulation des objectifs et des principes des politiques agricoles, ainsi que les mesures gouvernementales. La loi vise à instaurer les programmes agricoles de l'État qui définiraient les paramètres concrets du soutien agricole tous les cinq ans.

Budget

Les dépenses budgétaires consolidées consacrées à l'agriculture, qui comprennent des versements des budgets fédéraux, régionaux et locaux, ont augmenté en termes courants en 2001-06. Toutefois, elles s'orientent à la baisse en termes constants et en pourcentage du budget consolidé total (tableau 7.3). Jusqu'en 2004, environ la moitié des dépenses

Encadré 7.1. **Projet prioritaire national pour le développement du complexe agro-industriel : Russie**

Ce projet sur deux ans est l'un des quatre projets prioritaires nationaux lancés en 2006*. Environ 31 milliards de RUB (1.1 milliard d'USD) sur deux ans sont affectés à sa mise en place, ce qui représente une augmentation de 20 % des dépenses du budget fédéral au titre de l'agriculture. Le projet comporte trois volets : 1) développement accéléré du secteur de l'élevage; 2) soutien aux petites exploitations, et 3) offre d'un logement accessible aux jeunes spécialistes et à leur famille en milieu rural.

Le volet Développement accéléré du secteur de l'élevage vise à augmenter l'ensemble de la production de viande et de lait, respectivement de 7.0 % et 4.5 % au cours de la période 2006-07 et à stabiliser le déclin du cheptel bovin. Il comprend les composantes suivantes :

- Prêts préférentiels sur huit ans aux investissements destinés à la construction et à la modernisation des complexes d'élevage. Les investisseurs sont sélectionnés sur soumissions, organisées par le ministère de l'Agriculture. Le soutien prend la forme d'une bonification des taux d'intérêt de ces prêts, qui est fixée aux deux tiers du taux de refinancement de la Banque centrale de Russie. Une enveloppe de 3.45 milliards de RUB (120 millions d'USD) en 2006 et 3.18 milliards de RUB (114 millions d'USD) en 2007 est prévue à cet effet. Près de 1 160 projets d'investissement ont déjà été sélectionnés et des fonds ont été levés en septembre 2006 dans le cadre de ce dispositif pour une valeur de 105 milliards de RUB (3.75 milliards d'USD).
- Extension du dispositif de location d'animaux reproducteurs et d'équipements destinés aux exploitations d'élevage par l'intermédiaire du programme de location fédéral en vigueur, mis en place par l'entreprise d'État Rosagroleasing. La marge de location sera inférieure à celle appliquée dans les opérations normales et la période de location étendue à dix ans. Pour mener à bien cette activité, Rosagroleasing reçoit 4 milliards de RUB (143 millions d'USD) par an.
- Aucun changement au dispositif de contingents tarifaires concernant les importations de viande actuellement adopté pour 2006-09 n'est prévu; les droits d'importation sur les équipements liés à l'élevage dont il n'existe pas d'analogue de fabrication nationale sont supprimés.

Le volet Soutien aux petites exploitations vise à augmenter de 6 % le volume de la production commercialisée par les petits producteurs. Les principales actions prévues dans ce cadre sont les suivantes :

- Prêts bancaires bonifiés accordés aux exploitations individuelles (paysannes) et aux producteurs individuels (la bonification étant égale à 95 % du taux de refinancement de la Banque centrale de Russie). Les prêts ne sont accordés qu'au titre de la production agricole, et les bénéficiaires admissibles sont sélectionnés par les administrations municipales. Une enveloppe de 2.9 milliards de RUB (103 millions d'USD) en 2006 et 3.7 milliards de RUB (132 millions d'USD) en 2007 est consacrée à la bonification des intérêts de ces prêts.
- Soutien à l'installation, à la modernisation et au développement des coopératives de commercialisation, d'approvisionnement et de crédit regroupant des petits exploitants agricoles. Rosslekhobank doit proposer prêts et assistance technique à ces coopératives, et recevra dans cet objectif un crédit budgétaire de 3.6 milliards de RUB (129 millions d'USD) en 2006 et de 4.5 milliards de RUB (161 millions d'USD) en 2007.
- Développement du système de prêts hypothécaires fonciers dans les zones rurales. Rosselkhozbank doit développer plusieurs projets pilotes auxquels sont réservés 100 millions de RUB (4 millions d'USD) en 2006 et 1.2 milliard de RUB (43 millions d'USD) en 2007.

Le troisième volet, Offre de logements accessibles aux jeunes spécialistes en milieu rural, a pour objectif de faciliter l'installation de travailleurs qualifiés dans les zones rurales, principalement dans le secteur de l'agriculture. Il est prévu d'offrir une aide financière aux employeurs ruraux qui bâtissent des logements pour les jeunes spécialistes. Le montant total de l'aide devrait atteindre 2 milliards de RUB (71 millions d'USD) par an en 2006-07. Environ 16 200 familles de jeunes spécialistes devraient pouvoir bénéficier de ces nouveaux logements.

Quelques analystes signalent des contradictions entre l'horizon budgétaire à court terme (deux ans) et la mise en œuvre nécessairement à plus long terme de certaines actions clefs du projet. L'exclusivité accordée aux entreprises d'État (par exemple : Rosagroleasing, Rosselkhozbank) pour l'offre de certains services envisagés constitue un autre point faible (Serova et al., 2006b).


* Les trois autres projets nationaux prioritaires concernent la santé, l'éducation et le logement.

Source : Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de la Fédération de Russie; www.mcx.ru/index.html?he_id=909.

Tableau 7.3. **Dépenses budgétaires consolidées au titre de l'agriculture de la Russie en 2001-06**

	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (affectation)
Dépenses agricoles consolidées en millions de roubles courants	70 700	63 600	68 101	78 589	77 887	87 383
<i>dont une proportion en pourcentage sur</i>						
Budget fédéral	39	48	48	53	24	22
Budgets régionaux et locaux	61	52	52	47	76	78
Dépenses agricoles consolidées						
en prix 2000 constant, en millions de roubles	58 189	45 204	42 570	44 298	38 955	n.c.
en pourcentage du budget total de l'État	2.7	1.6	1.5	1.7	1.2	1.2

n.c. : non calculé

Source : Serova et al. 2006 d'après le ministère des Finances et les données du Service fédéral de statistiques de l'État.
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/445768233083>

totales était imputée à l'échelon régional et local et l'autre moitié à l'échelon fédéral. La contribution fédérale a brutalement décliné en 2005, lorsque, à l'issue de la réforme administrative, la responsabilité de la mise en place du soutien agricole a été transférée aux administrations régionales. En 2005-06, une proportion substantielle du financement régional différentiel correspondait à des subventions fédérales aux budgets régionaux.

Politiques commerciales agricoles

Les notifications officielles de la Fédération de Russie concernant les droits de douane¹ appliqués sur les importations de biens agricoles indiquent que ceux-ci s'élèvent à 14.70 % contre 9.73 % pour les biens industriels et 10.92 % pour l'ensemble des marchandises (MERT, 2006). Les importations de produits alimentaires essentiels, comme la viande et les produits laitiers, sont soumises à des droits *ad valorem* et spécifiques, dont le plus élevé des deux est appliqué.

Depuis avril 2003, les importations de volailles et provenances autres que la zone de la CEI sont limitées par un contingent en volume, alors que les importations de viande rouge font l'objet d'un contingent tarifaire, l'ensemble des contingents étant déterminé annuellement pour chaque pays en fonction des importations antérieures. Les contingents ont fait l'objet de marchandages lors des récentes négociations sur l'adhésion de la Russie à l'OMC. En 2005, la Russie a prolongé le régime des contingents tarifaires imposés sur la viande jusqu'en 2009, mais a consenti à augmenter progressivement les volumes de contingents et à réduire graduellement les tarifs hors contingents. De surcroît, depuis 2006, le contingent en volume appliqué à la volaille est remplacé par un contingent tarifaire (tableau 7.4). Les données officielles sur les échanges indiquent que les importations réelles de viande bovine, porcine et de volaille en 2004-05 ont excédé les contingents tarifaires. Outre la protection par des droits de douane, la Russie invoque fréquemment des raisons sanitaires, vétérinaires ou techniques pour limiter les importations de viande. Cela a notamment été le cas pour les importations de volailles en provenance des États-Unis, les viandes (et certains produits végétaux) venant de Pologne, et les produits laitiers et les viandes produits en Ukraine. L'épidémie de fièvre aphteuse qui a sévi au Brésil à la fin de l'année 2005 a entraîné l'interdiction, progressivement levée depuis, des importations de viande bovine et porcine provenant de certaines régions de ce pays, tandis que les inquiétudes suscitées par la propagation de la grippe aviaire en 2006 ont déclenché la promulgation d'embargos sur les importations de volailles originaires de plusieurs pays de l'UE et de la CEI, de la Turquie et d'Israël.


Tableau 7.4. Contingents d'importation de viande de la Russie en 2005-09

	2005	2006	2007	2008	2009
Bœuf frais et réfrigéré					
Contingent tarifaire, en milliers de tonnes	27.5	27.8	28.3	28.9	29.5
Droit contingentaire	15 %, p.m. 0.2 EUR/kg	15 %, p.m. 0.2 EUR/kg	15 %, p.m. 0.2 EUR/kg	15 %, p.m. 0.2 EUR/kg	15 %, p.m. 0.2 EUR/kg
Droits hors contingent ¹	40 %, p.m. 0.53 EUR/kg	40 %, p.m. 0.4 EUR/kg	50 %, p.m. 0.65 EUR/kg	45 %, p.m. 0.6 EUR/kg	40 %, p.m. 0.53 EUR/kg
Bœuf congelé					
Contingent tarifaire, en milliers de tonnes	430	435	440	445	450
Droit contingentaire	15 %, p.m. 0.15 EUR/kg	15 %, p.m. 0.15 EUR/kg	15 %, p.m. 0.15 EUR/kg	15 %, p.m. 0.15 EUR/kg	15 %, p.m. 0.15 EUR/kg
Droits hors contingent ¹	40 %, p.m. 0.4 EUR/kg	40 %, p.m. 0.4 EUR/kg	52.5 %, p.m. 0.53 EUR/kg	50 %, p.m. 0.5 EUR/kg	40 %, p.m. 0.4 EUR/kg
Viande porcine					
Contingent tarifaire, en milliers de tonnes	467.4	476.1	484.8	493.5	502.2
Droit contingentaire	15 %, p.m. 0.25 EUR/kg	15 %, p.m. 0.25 EUR/kg	15 %, p.m. 0.25 EUR/kg	15 %, p.m. 0.15 EUR/kg	15 %, p.m. 0.15 EUR/kg
Droits hors contingent ¹	80 %, p.m. 1.06 EUR/kg	60 %, p.m. 1.0 EUR/kg	55 %, p.m. 0.9 EUR/kg	50 %, p.m. 0.83 EUR/kg	40 %, p.m. 0.55 EUR/kg
Viande de volaille					
Contingent tarifaire, en milliers de tonnes	1 090.0	1 130.8	1 171.2	1 211.6	1 252.0
Droit contingentaire	25 %, p.m. 0.2 EUR/kg	25 %, p.m. 0.2 EUR/kg	25 %, p.m. 0.2 EUR/kg	25 %, p.m. 0.2 EUR/kg	25 %, p.m. 0.2 EUR/kg
Droits hors contingent ¹	Pas d'importations hors contingent	60 %, p.m. 0.48 EUR/kg	50 %, p.m. 0.4 EUR/kg	50 %, p.m. 0.4 EUR/kg	40 %, p.m. 0.32 EUR/kg

p.m. : « mais pas moins de ».

1. Les taux hors contingents indiqués pour 2005 sont ceux appliqués entre juin et décembre. Les taux hors contingents pour 2007-09 représentent les valeurs seuil supérieures; le gouvernement fixe les taux réels chaque année.

Source : GRF, 2005.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/880414650033>

Le sucre est un autre produit de base soumis en Russie à un régime d'importation particulier. Les importations de sucre blanc originaire de régions extérieures à la CEI sont frappées d'un droit spécifique de 340 USD par tonne. Les importations intra-CEI, qui représentent la majorité des importations de sucre blanc de la Russie, en sont exonérées lorsqu'il est raffiné à partir de betterave à sucre², et dans le cas contraire, un droit de 340 USD est également appliqué. Le régime appliqué aux importations de sucre brut est encore plus complexe. À la fin de 2003, un prélèvement variable à l'importation a été instauré en remplacement du précédent système de contingents tarifaires. Les importations de sucre brut sont désormais soumises à des droits de douane spécifiques, dont le taux varie entre 140 USD par tonne et 270 USD par tonne en fonction du cours mensuel moyen du New York Board of Trade (NYBOT). Des prix plus élevés au NYBOT déterminent une baisse des contingents tarifaires dans l'intervalle précisé ci-dessus, et inversement. L'équivalent *ad valorem* des droits de douane variables appliqués aux importations de sucre brut était de l'ordre de 98 % en 2004 et 61 % en 2005.

Plusieurs modifications ont affecté le régime tarifaire en 2004-05. Afin de limiter les hausses des prix du pain, des droits temporaires d'exportation ont été appliqués au blé et au seigle entre juin et mai 2004; les incertitudes soulevées par l'introduction de ces droits ont entravé les exportations pendant un certain temps. En revanche, le maïs, le soja et la farine de poissons importés ont été exemptés. La hausse des prix mondiaux a conduit à supprimer les droits d'importation sur le café, le cacao et les arachides en 2006, au bénéfice de l'industrie de la confiserie nationale en pleine expansion.

Encadré 7.2. Relations commerciales régionales et bilatérales de la Russie

La Russie participe à plusieurs **accords d'intégration** signés entre les pays de la **Communauté des États indépendants (CEI)**. Dans la première moitié des années 90, elle a signé des accords de libre-échange bilatéraux avec la majorité des pays de la CEI. En 1994, les douze membres de la CEI ont conclu un Accord sur la création d'une zone de libre-échange, instaurant des échanges en franchise de droits, l'interdiction de l'utilisation de restrictions quantitatives, et l'harmonisation et l'unification des réglementations commerciales entre les pays participants. L'accord autorise des exceptions au principe du libre-échange pour des produits sensibles ou concernant, par exemple, « la protection de la vie et de la santé des personnes », « la protection des animaux et des plantes », ou l'environnement. L'accord contient également une clause de sauvegarde spéciale, qui autorise des restrictions quantitatives, des droits d'importation spécifiques ou des droits antidumping ou compensateurs.

Dans la seconde moitié des années 90 et au début des années 2000, la Russie a signé d'autres accords de la CEI visant à renforcer l'intégration économique. En 1999, le Bélarus, le Kazakhstan, le Kirghizstan et la Russie ont signé le Traité instituant une union douanière et un espace économique commun. Le Tadjikistan a par la suite rejoint ce dispositif, et en 2001, les cinq pays ont créé la Communauté économique eurasienne (CEE), qui remplace et annule l'accord d'union douanière de 1999. En 2006, l'Ouzbékistan est entré dans la CEE. Le principal objectif de la CEE est d'achever le processus de formation de l'union douanière. Cette union implique notamment la création d'un territoire douanier commun pour les membres de l'union, aucune restriction, tarifaire ou non tarifaire, sur les échanges mutuels, un tarif extérieur commun (TEC) et l'harmonisation des réglementations et procédures douanières. La période de mise en place du tarif extérieur commun a été fixée à cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la CEE, avec une possibilité de prolongation par accord mutuel entre toutes les parties. En 2005, le tarif commun de la CEE concernait 6 156 lignes tarifaires sur les 11 086 identifiées dans la classification de la CEE. Les autres tarifs sont fixés indépendamment par chacun des membres et assujettis à un futur engagement (Tumbarello, 2005). L'unification des tarifs pose un problème particulier, car dans de nombreux cas, la Russie applique des droits plus élevés que ceux fixés par les autres membres de la CEE, par exemple le Kazakhstan ou le Kirghizstan. L'extension du tarif extérieur commun à un éventail plus large de lignes tarifaires a par conséquent des incidences politiques complexes. Tout le processus doit de surcroît se dérouler en coordination avec les négociations d'adhésion à l'OMC, dans lesquelles sont impliqués tous les membres de la CEE, à l'exception du Kirghizstan. L'un des objectifs spécifiques énoncés dans l'accord est l'harmonisation des positions des parties prenantes dans le cadre des négociations en conformité avec leurs engagements futurs au sein de l'OMC. La création d'un espace économique commun est un objectif à plus long terme, qui implique la garantie de la libre circulation des biens, des services, du capital et du travail dans les territoires douaniers des membres de la CEE. Un espace économique commun implique également une coordination des politiques commerciales, monétaires, fiscales et de change des pays membres.

Un autre accord de la CEI a été établi en 2003 pour accueillir l'Ukraine, dans l'objectif d'élargir l'intégration économique de la CEI, concrétisé par la signature par le Bélarus, le Kazakhstan, la Russie et l'Ukraine d'un accord sur la création d'un Espace économique commun (EEC). Il s'agit notamment de former une zone de libre-échange entre les membres sans exception ni restriction, par exemple en matière de mesures antidumping, de droits compensatoires et de clauses de sauvegarde spéciales. Cette disposition différencie notablement cet accord de la définition du libre-échange contenue dans la CEE, qui autorise de telles exceptions et restrictions. Une autre différence concerne la formation d'une union douanière dans le cadre de la CEE par le Bélarus, le Kazakhstan et la Russie (ainsi qu'à d'autres signataires de la CEE), alors que l'EEC ne contient aucune disposition liée à cette initiative. L'accord instituant l'EEC vise également à établir des

Encadré 7.2. Relations commerciales régionales et bilatérales de la Russie (suite)

principes communs de réglementation des monopoles naturels dans les secteurs du transport ferroviaire, des télécommunications, et du transit de l'électricité, du pétrole et du gaz. Il semble toutefois qu'il y ait des superpositions entre la CEE et l'EEC dans le cas du Bélarus, du Kazakhstan et de la Russie. Il est difficile à l'heure actuelle d'évaluer le degré réel d'application des accords de la CEI faute d'informations. De manière générale, le processus d'intégration économique de la région se révèle hétérogène et complexe et reflète, au moins en partie, les divergences entre les pays de la CEI, tant en ce qui concerne leurs priorités politiques que leur situation économique.

En 1997, la Russie a signé un accord de partenariat et de coopération de dix ans avec l'UE, qui fixe le cadre général des relations dans divers domaines, notamment les échanges de marchandises, les activités économiques et l'investissement, les paiements et les capitaux, la coopération économique. En ce qui concerne les échanges de marchandises, les parties prenantes se sont engagées à s'accorder les unes aux autres le traitement général de la nation la plus favorisée (NPF), à assurer le libre transit des marchandises et à n'appliquer aucune restriction quantitative sur les importations, sauf dans les cas explicitement spécifiés dans l'accord. Les parties ont également entrepris d'aligner leur législation dans divers domaines fondamentaux, notamment les normes, la certification et les douanes. En 2003, dans le cadre de l'accord de partenariat et de coopération, la Russie et l'UE ont approuvé la création de quatre espaces communs : économie; liberté, sécurité et justice; sécurité extérieure; recherche, éducation et culture. L'abaissement des barrières entravant les échanges et l'investissement, ainsi que l'amélioration de la compétitivité, constituent l'objectif général de l'espace économique commun. Les clauses portant sur l'agriculture concernent l'harmonisation des réglementations et des pratiques, en particulier dans les domaines sanitaire et phytosanitaire, de la santé et du bien-être des animaux, des normes de commercialisation et de l'étiquetage. L'accord de partenariat et de coopération en vigueur expire en 2007. À moins qu'un nouvel accord soit négocié, l'accord actuel en vigueur continuera de s'appliquer sans modification (EC, 2006).

La Russie a intensifié les **dialogue bilatéraux** mené ces dernières années avec les pays d'Amérique latine et d'Asie, en particulier avec le groupe du Mercosur, la Chine et l'Inde. Ces contacts sont axés, entre autres, sur les perspectives d'un élargissement de la coopération économique (MID, 2006).

La Russie a posé sa candidature à l'adhésion à l'OMC en 1993, et les négociations d'adhésion sont aujourd'hui très avancées. À la fin de 2006, les pourparlers bilatéraux sur l'accès aux marchés pour les marchandises ont été clos avec 56 des 58 membres de l'OMC qui avaient demandé ces négociations, à l'exception de la Géorgie et de la Moldova. Les accords bilatéraux sur l'accès aux marchés pour les services ont été conclus avec 27 des 30 pays demandeurs. Ces pourparlers ont récemment été marqués par la signature d'accords sur l'accès aux marchés et sur les mesures sanitaires et phytosanitaires entre la Russie et les États-Unis d'Amérique en novembre 2006. Pour ce qui est des biens agricoles, l'accord d'accès aux marchés entre les États-Unis et la Russie stipule l'introduction de concessions particulières en faveur des exportateurs américains dans le régime d'importation de viande de la Russie après 2009 (c'est-à-dire après l'expiration du régime en vigueur). La Russie s'est également engagée à ramener à zéro les droits frappant les importations de maïs, de soja et de farine de soja et à 5 % ceux appliqués au blé et à l'orge. Les autres concessions tarifaires prévues dans cet accord concernent les fruits frais, plusieurs produits laitiers, les préparations alimentaires et le vin.

Pour conclure les négociations d'adhésion, la Russie doit encore signer tous les accords bilatéraux d'accès aux marchés et clore les pourparlers multilatéraux. Deux questions importantes liées à l'agriculture, soumises à l'accord multilatéral, restent en suspens. Elles concernent le montant du soutien interne que la Russie sera capable d'offrir à son secteur agricole après son adhésion à l'OMC, et la possibilité d'accorder des subventions aux exportations de produits agricoles.

En ce qui concerne le soutien interne, les discussions portent essentiellement sur la période de référence qui doit servir à définir le niveau initial pris en compte pour le calcul des futures réductions, ainsi que sur son montant, mesuré par la mesure globale de soutien (MGS). Dans l'état actuel des négociations, la Russie a accepté de fixer la période de référence non plus à 1991-93 comme proposé initialement, mais à 1993-95, et de ramener la mesure globale de soutien de 16.2 milliards d'USD à 9 milliards d'USD. Plusieurs parties impliquées dans les négociations considèrent toujours ces paramètres comme contestables : la période de référence est jugée trop éloignée et le montant du soutien interne très exagéré par rapport à la situation actuelle du pays. La Russie estime que la situation actuelle ne reflète pas correctement les conditions prévalant dans le secteur agricole si l'on considère la gravité de la récession qu'il a subie dans les années 90. En ce qui concerne les subventions à l'exportation, la position actuelle de la Russie consiste à envisager de remplacer la période de référence de 1990-92 proposée à l'origine par 1993-95, et de ramener le montant des subventions de 726 millions d'USD à 157 millions d'USD (MERT 2006). Plusieurs négociateurs contestent la prise en compte des subventions à l'exportation dans la proposition de la Russie, mais la Russie objecte que cette démarche n'est pas interdite par les règles en vigueur et que les subventions à l'exportation se justifient par les longues distances qui créent un handicap naturel préjudiciable à la compétitivité des exportateurs russes. Ces questions tiendront vraisemblablement une place centrale dans les futures négociations multilatérales concernant l'agriculture pour l'adhésion de la Russie à l'OMC.

Notes

1. Droits de douane moyens pondérés basés sur les taux appliqués en janvier 2001.
2. Le régime d'exonération du sucre blanc raffiné à partir de la betterave à sucre ne s'applique pas aux échanges entre la Russie et l'Ukraine; les deux pays s'appliquent mutuellement leurs droits de douane NPF.

Bibliographie

AgraFood East Europe, diverses éditions.

EUROPA (2006), *The EU's Relations with Russia*, Site portail de l'Union européenne, http://ec.europa.eu/comm/external_relations/russia/intro/index.htm.

FSSS (2005), *Sotsialno-Ekonomicheskoye Polozhenie Rossii: 2005*, Service fédéral des statistiques de l'État, (FSSS), Moscou, 446 pp.

Gataulina, E.A., V.Y. Uzun, A.V. Petrikov, et R.G. Yanbykh (2006), « Vertical Integration in an Agroindustrial Complex: Agrofirms and Agroholdings in Russia », dans : Swinnen J.F.M, ed., *The Dynamics of Vertical Coordination in Agrifood Chains in Eastern Europe and Central Asia: Case Studies*, Document de travail N42, Banque mondiale, Washington, DC, pp. 45-71.

Gouvernement de la Fédération de Russie (GRF) (2005), Résolution N732 du 5 décembre 2005 « Concernant les importations de viande bovine, porcine et de volaille en 2006-2009 », Moscou.

ISC CIS (2006), *Commonwealth of Independent States in 2005*, Synthèse statistique, Commission statistique de la Communauté des États indépendants (ISC CIS), Moscou, pp. 154-157.

- MERT (2006), Negotiations on Agriculture in the Framework of Russia's Accession to the WTO, Note d'information, ministère du Développement économique et du Commerce et la Fédération de Russie (MERT), (www.wto.ru).
- MID (2006), Russia in Multilateral Structures of the CIS, ministère des Relations économiques extérieures de la Fédération de Russie (MID), (www.mid.ru/bul_newsitem.nsf/kartaflat/02.02.08).
- OCDE (2006), *Études économiques de l'OCDE : Fédération de Russie*, OCDE, Paris.
- Rylko, D. et R.W. Jolly (2003), « Organisational Innovation in Russian Agriculture: The Emergence of "New Agricultural Operators" and its Consequences », Rapport préparé pour le projet BASIS (www.basis.wisc.edu/russia.html), Moscou, 2004.
- Serova, E., N. Karlova, O. Shick, et T. Tikhonova (2006a), « Report on Main Policy Developments in Russia », rapport soumis à l'OCDE.
- Serova, E., N. Karlova, O. Shick, et T. Tikhonova (2006b), « Osnovnye Tendenzii v Razvitií Agroproduktovogo Sektora », in: *Rossiskaya Ekonomika v 2005 Godu: Tendenzii i Perspektivy*, Institut de l'économie en transition (IET), Moscou, pp. 266-297.
- Tumbarello, P. (2005), « Regional Trade Integration and WTO Accession: Which is the Right Sequencing & an Application to the CIS », Document de travail du FMI WP/05/94, FMI.
- Uzun V.Y. (2004), « Large and Small Agricultural Business in Russia: Market Adaptability and Efficiency », Rapport préparé pour le projet BASIS (www.basis.wisc.edu/russia.html), Moscou.
- VIAPI (2005), *Reitingi Selskokhozyaistvennykh Organisations Rossii za 2002-2004 gg*, All-Russia Institute of Agrarian Issues and Informatics (VIAPI), Moscou, 138 pp.

Table des matières

Liste des acronymes et abréviations	11
Résumé	13
Chapitre 1. Vue d'ensemble	15
L'agriculture dans l'économie	16
Contexte	21
Évaluation du soutien	27
Observations et recommandations pour l'action publique	33
Chapitre 2. Brésil	37
Synthèse des principales évolutions de l'action publique	40
Contexte	40
Politiques agricoles nationales	44
Politiques commerciales agricoles	50
Bibliographie	51
Chapitre 3. Bulgarie	53
Synthèse des principales évolutions de l'action publique	56
Contexte	56
Politiques agricoles nationales	59
Politiques commerciales agricoles	66
Bibliographie	67
Chapitre 4. Chine	69
Synthèse des principales évolutions de l'action publique	72
Contexte	72
Politiques agricoles nationales	78
Politiques commerciales agricoles	84
Bibliographie	88
Chapitre 5. Inde	89
Contexte	90
Politiques agricoles nationales	95
Politiques commerciales agricoles	102
Bibliographie	104
Chapitre 6. Roumanie	107
Synthèse des principales évolutions de l'action publique	110
Contexte	110
Politiques agricoles nationales	114

Politiques commerciales agricoles.....	121
Bibliographie.....	122
Chapitre 7. Russie	123
Synthèse des principales évolutions de l'action publique.....	126
Contexte	126
Politiques agricoles nationales.....	133
Politiques commerciales agricoles.....	137
Bibliographie.....	141
Chapitre 8. Afrique du Sud	143
Synthèse des principales évolutions de l'action publique.....	146
Contexte	146
Politiques agricoles nationales.....	151
Politiques commerciales agricoles.....	154
Bibliographie.....	157
Chapitre 9. Ukraine	159
Synthèse des principales évolutions de l'action publique.....	162
Contexte	162
Politiques agricoles nationales.....	167
Politiques commerciales agricoles.....	171
Bibliographie	174
Annexe A. Quantification du soutien à l'agriculture	175
1. Définitions des indicateurs de soutien à l'agriculture développés par l'OCDE	176
2. Évolutions récentes des estimations du soutien aux producteurs de l'OCDE	177
3. Quantification du soutien à l'agriculture dans les économies non membres : quelques problématiques spécifiques.....	183
Annexe B. Annexe statistique	195
 Encadrés	
1.1. Réformes agraires.....	24
1.2. Quantification du soutien à l'agriculture	28
1.3. Évaluation des politiques des pays non membres de l'OCDE	29
3.1. Le programme SAPARD de l'UE en Bulgarie	63
3.2. Mise en place de mesures relevant de la politique agricole commune en Bulgarie.....	65
3.3. Les accords commerciaux conclus par la Bulgarie	67
4.1. Pourquoi les agriculteurs chinois font-ils un usage excessif des produits chimiques?.....	75
4.2. Édification de la nouvelle campagne socialiste en Chine.....	79
5.1. Inde : la transition vers le onzième plan quinquennal, (2007-12).....	101
5.2. Les accords commerciaux récemment conclus par l'Inde.....	103
6.1. Le programme SAPARD de l'UE en Roumanie	118
6.2. Mise en place de mesures relevant de la Politique agricole commune en Roumanie.....	120

6.3.	Les accords commerciaux conclus par la Roumanie.	121
7.1.	Projet prioritaire national pour le développement du complexe agro-industriel : Russie	136
7.2.	Relations commerciales régionales et bilatérales de la Russie	139
8.1.	Les accords commerciaux conclus par l’Afrique du Sud	156
9.1.	Accords commerciaux signés par l’Ukraine	173
A.1.	Ancienne classification des ESP et autres indicateurs du soutien	179
A.2.	Définitions des catégories dans la classification actuelle de l’ESP	180
A.3.	Nouvelle classification des mesures entrant dans l’ESP.	181
A.4.	Définitions des catégories dans la nouvelle classification des ESP.	182
A.5.	Le rééchelonnement de la dette agricole au Brésil et en Russie	188
A.6.	Programmes combinant aide sociale et soutien à l’agriculture.	190

Tableaux

2.1.	Brésil : estimations du soutien à l’agriculture	39
2.2.	Brésil : volume des achats de produits agricoles, par instrument, 2003-06.	46
3.1.	Bulgarie : estimations du soutien à l’agriculture.	55
4.1.	Chine : estimations du soutien à l’agriculture	71
4.2.	Utilisation des contingents tarifaires en Chine pour différents produits, 2002-05	87
6.1.	Roumanie : estimations du soutien à l’agriculture	109
6.2.	Roumanie : évolution des montants des paiements, 2001-06	115
6.3.	Roumanie : utilisation des fonds SAPARD en mars 2005	117
7.1.	Russie : estimations du soutien à l’agriculture	125
7.2.	Contribution des 100 premiers producteurs à la production animale en Russie	129
7.3.	Dépenses budgétaires consolidées au titre de l’agriculture de la Russie en 2001-06	137
7.4.	Contingents d’importation de viande de la Russie en 2005-09	138
8.1.	Afrique du Sud : estimations du soutien à l’agriculture.	145
8.2.	Terres transférées dans le cadre de la réforme foncière en Afrique du Sud	153
9.1.	Ukraine : estimations du soutien à l’agriculture	161
B.1.	Population, estimations de milieu d’année	196
B.2.	Part de l’agriculture dans l’emploi total	196
B.3.	Croissance du PIB	196
B.4.	Part de l’agriculture dans le PIB	197
B.5.	Inflation, variation des prix à la consommation en fin d’année.	197
B.6.	Indices des prix des intrants agricoles	197
B.7.	Indices des prix à la production dans l’agriculture	198
B.8.	Indices des prix des produits alimentaires au détail	198
B.9.	Taux de change, moyenne annuelle	198
B.10.	Balance commerciale des biens	199
B.11.	Balance commerciale des produits agroalimentaires	199
B.12.	Exportations de produits agroalimentaires	199
B.13.	Importations de produits agroalimentaires	200
B.14.	Part des exportations de produits agroalimentaires dans les exportations totales	200

B.15.	Part des importations de produits agroalimentaires dans les importations totales	200
B.16.	Cinq premiers produits agroalimentaires exportés par pays	201
B.17.	Cinq premiers produits agroalimentaires importés par pays	203
B.18.	Cinq premières destinations d'exportation de produits agroalimentaires	205
B.19.	Cinq premiers partenaires d'importation de produits agroalimentaires	207
B.20.	Production agricole brute totale	209
B.21.	Production agricole brute, production végétale	209
B.22.	Production agricole brute, production animale	209
B.23.	Production totale de céréales	210
B.24.	Production de blé	210
B.25.	Production de céréales secondaires	210
B.26.	Production totale de viande	211
B.27.	Production de viande bovine	211
B.28.	Production de viande porcine	211
B.29.	Production de lait	212
B.30.	Production de quelques produits choisis	213
B.31.	Part moyenne du revenu des ménages consacrée à l'alimentation	215
B.32.	Consommation alimentaire quotidienne	215
B.33.	Consommation annuelle de céréales et produits dérivés	215
B.34.	Consommation annuelle de viande et de produits dérivés	216
B.35.	Consommation annuelle de lait et de produits laitiers	216
B.36.	Superficie totale ensemencée	216
B.37.	Superficie ensemencée en céréales	217
B.38.	Cheptel bovin	217
B.39.	Cheptel porcin	217

Graphiques

1.1.	Part de l'agriculture dans l'emploi total par rapport au PIB par tête, moyenne 2003-05	17
1.2.	Part de l'agriculture dans le PIB par rapport au PIB par tête, moyenne 2003-05	17
1.3.	Part de l'agriculture dans l'emploi total	18
1.4.	Part de l'agriculture dans le PIB	18
1.5.	Production agricole brute	19
1.6.	Évolution du PIB	19
1.7.	Balance des échanges agricoles et alimentaires	20
1.8.	Part des exportations agricoles et alimentaires dans les exportations totales	21
1.9.	Part des importations agricoles et alimentaires dans les importations totales	21
1.10.	Inflation, variations en fin d'année des prix à la consommation, en pourcentage	23
1.11.	Composition des estimations du soutien aux producteurs	31
1.12.	Coefficients nominaux de protection des producteurs	32
1.13.	Composition de l'estimation du soutien total	33
2.1.	Brésil : évolution du niveau et de la composition de l'ESP	38

2.2.	Brésil : CNP des producteurs par produit, moyenne 2003-05	38
2.3.	Brésil : évolution de la composition de l'EST	38
2.4.	Évolution et variations annuelles de la production agricole du Brésil, 1995-2005	41
2.5.	Échanges agroalimentaires du Brésil, 1996-2005	43
3.1.	Bulgarie : évolution du niveau et de la composition de l'ESP	54
3.2.	Bulgarie : CNP des producteurs par produit, moyenne 2003-05	54
3.3.	Bulgarie : évolution de la composition de l'EST	54
3.4.	Évolution et variations annuelles de la production agricole en Bulgarie, 1995-2005	57
3.5.	Échanges agroalimentaires de la Bulgarie, 1996-2005	59
4.1.	Chine : évolution du niveau et de la composition de l'ESP	70
4.2.	Chine : CNP des producteurs par produit, moyenne 2003-05	70
4.3.	Chine : évolution de la composition de l'EST	70
4.4.	Évolution et variations annuelles de la production agricole en Chine, 1995-2005	73
4.5.	Échanges agroalimentaires de la Chine, 1995-2005	77
4.6.	Revenu des ménages ruraux par personne en Chine, 1995-2005	78
5.1.	Évolution et variations annuelles de la production agricole en Inde, 1995-2005	91
5.2.	Échanges agroalimentaires de l'Inde, 1995-2005	95
6.1.	Roumanie : évolution du niveau et de la composition de l'ESP	108
6.2.	Roumanie : CNP des producteurs par produit, moyenne 2003-05	108
6.3.	Roumanie : évolution de la composition de l'EST	108
6.4.	Évolution et variations annuelles de la production agricole en Roumanie, 1995-2005	111
6.5.	Échanges agroalimentaires de la Roumanie, 1995-2005	113
7.1.	Russie : évolution du niveau et de la composition de l'ESP	124
7.2.	Russie : CNP des producteurs par produit, moyenne 2003-05	124
7.3.	Russie : évolution de la composition de l'EST	124
7.4.	Évolution et variations annuelles de la production agricole en Russie, 1995-2005	127
7.5.	Termes de l'échange agricole de la Russie : rapport de l'indice des prix perçus et de l'indice des prix payés	128
7.6.	Échanges agroalimentaires de la Russie, 1996-2005	132
8.1.	Afrique du Sud : évolution du niveau et de la composition de l'ESP	144
8.2.	Afrique du Sud : CNP des producteurs par produit, moyenne 2003-05	144
8.3.	Afrique du Sud : évolution de la composition de l'EST	144
8.4.	Évolution et variations annuelles de la production agricole en Afrique du Sud, 1995-2005	148
8.5.	Échanges agroalimentaires de l'Afrique du Sud, 2000-05	151
9.1.	Ukraine : évolution du niveau et de la composition de l'ESP	160
9.2.	Ukraine : CNP des producteurs par produit, moyenne 2003-05	160
9.3.	Ukraine : évolution de la composition de l'EST	160
9.4.	Évolution et variations annuelles de la production agricole en Ukraine, 1995-2005	163
9.5.	Échanges agroalimentaires de l'Ukraine, 1996-2005	167

Ce livre contient des...



StatLinks

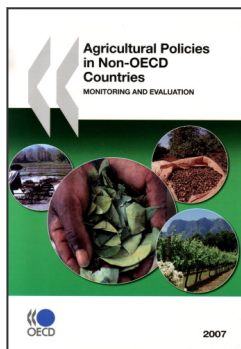
**Accédez aux fichiers Excel®
à partir des livres imprimés !**

En bas à droite des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*.

Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : <http://dx.doi.org>.

Si vous lisez la version PDF de l'ouvrage, et que votre ordinateur est connecté à Internet, il vous suffit de cliquer sur le lien.

Les *StatLinks* sont de plus en plus répandus dans les publications de l'OCDE.



Extrait de :

Agricultural Policies in Non-OECD Countries 2007 Monitoring and Evaluation

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/agr_non-oecd-2007-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2007), « Russie », dans *Agricultural Policies in Non-OECD Countries 2007 : Monitoring and Evaluation*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/agr_non-oecd-2007-9-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.